

Compte rendu de séance

Séance du 9 Octobre 2019

L' an 2019 et le 9 Octobre à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,à la Mairie de LAMARCHE sous la présidence de
VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, LEGOUPIL Carole, MM : CONTAUX Jean-Benoît, FIEUTELOT Guy, GARILLON Christian, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, SENESSION Laurent

Absent(s) ayant donné procuration : Mme PIERROT Myriam à M. VAGNE Daniel, M. MAYOUD Stéphane à Mme FLORIOT Anne-Marie

Absent(s) : Mmes : LASSALLE Cécile, PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 11

Date de la convocation : 03/10/2019

Date d'affichage : 03/10/2019

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le : 10/10/2019

et publication ou notification
du : 10/10/2019

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Passage d'un itinéraire de randonnée à Vélo Tout Terrain sur le territoire de la commune de Lamarche
- 2019-046

VENTE COMMUNE DE LAMARCHE/ SCI A LA POINTE DES VOSGES
- 2019-047

ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION " SANTE " DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES groupe VYV MNT - 2019-048

Contrat épargne temps - réforme du dispositif
modalités d'application - 2019-049

Forêts - Etat d'assiette 2020 - 2019-050

Subvention club de Pétanque/frais Championnat de France - 2019-051

Positionnement Codecom concernant le projet d'évolution de l'organisation des Finances Publiques.
- 2019-052

Passage d'un itinéraire de randonnée à Vélo Tout Terrain sur le territoire de la commune de Lamarche
réf : 2019-046

Monsieur Le Maire explique au conseil municipal le parcours de randonnée,

Le Conseil Municipal ,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Vu la demande présentée par le PETR du Pays d'Epinal, Cœur des Vosges,

Et après avoir pris connaissance des itinéraires concernés par la pratique du Vélo Tout Terrain,

En ce qui concerne les voies communales et chemins ruraux,

S'engage :

- à conserver aux chemins d'intérêt touristique retenus sur son territoire, leur caractère public et ouvert ;
- à ne pas les aliéner ;
- à y maintenir la libre circulation du vélo tout terrain, en particulier par un entretien régulier des chemins ;
- à en empêcher l'interruption (pas de clôtures) ;
- à accepter un balisage conforme à celui défini par la Fédération Française de Cyclisme et l'implantation du ou des points d'accueil et d'information ;
- et à prévoir le remplacement des dits-itinéraires par des itinéraires de substitution en cas de modifications (suppression, remembrement, cession).

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 1)

VENTE COMMUNE DE LAMARCHE/ SCI A LA POINTE DES VOSGES

réf : 2019-047

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal,

que suite à la vente du bâtiment, 4 rue de la Croix de mission à l'étude notariale, délibération du 14 novembre 2018.

Vu la rupture du bail de la Trésorerie avec la DGFIP du 16 mai 2018 avec effet au 30 novembre 2018,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que ce bien n'étant plus affecté à l'usage du public, il convient de le déclasser,

Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Constate la désaffectation du bien sis 4, rue de Croix de mission section G 1151

Décide du déclassement de ce bien du domaine public communal et son intégration dans le domaine privé communal,

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération avec la SCI A LA POINTE DES VOSGES..

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION " SANTE " DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES groupe VYV MNT

réf : 2019-048

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal, que le décret n°2011-1474 paru le 8 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé). La participation financière ne trouvait plus de cadre juridique valable depuis l'abrogation en 2005 par le Conseil d'Etat de l'arrêté « Chazelle » du 19 septembre 1962.

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Le Centre de gestion des Vosges a décidé de résilier le contrat collectif mis en place le 01/01/2016 pour le risque « SANTE » et disposer au 1^{er} janvier 2020 d'un contrat « Santé » conforme aux récentes réformes dénommées « 100% SANTE » ou « RESTE A CHARGE 0 ».

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion

pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. Plus de 600 collectivités vosgiennes, représentant 9 000 agents, sont concernées par la convention de participation « MUTUELLE SANTE ».

Le groupement des collectivités à l'échelon départemental permet d'optimiser les coûts d'adhésion des agents en leur garantissant un contenu contractuel de haut niveau. Le Centre de Gestion présentera l'ensemble de son cahier des charges et l'offre retenue lors de réunions d'information organisées sur tout le département des Vosges.

Les éléments substantiels de cette convention de participation peuvent être résumés comme suit :

- Une adhésion libre des agents selon leurs souhaits ou contraintes (contrat « Santé » obligatoire du conjoint par exemple),
- Un panel de 2 formules de souscription permettant à vos agents d'être couverts selon leurs choix et/ou contraintes budgétaires,
- Une option, au choix de chaque agent, permettant de couvrir, au-delà de la couverture de base, les dépassements d'honoraires de certains praticiens et professionnels de santé,
- Une couverture proposée aux agents retraités de la collectivité selon des conditions avantageuses,
- Un pilotage annuel réalisé par un « tiers-expert » désigné par le Centre de Gestion des Vosges. Ce pilotage permet d'adapter le contrat aux niveaux de consommations relevés chaque année et de modifier le contenu contractuel pour répondre au mieux aux besoins des adhérents. Cette analyse technique neutre, exhaustive et objective, sera un atout lors des futures discussions/négociations avec l'assureur.
- La prise en compte de toutes les situations familiales : agent seul, en couple, avec ou sans enfants à charge,
- Une assistance et un accompagnement de toutes les collectivités par le Centre de Gestion des Vosges : relations avec les équipes de la mutuelle retenue, accompagnement en cas de difficulté de gestion (adhésions, vie du contrat),
- La participation financière de l'employeur doit être fixée à au moins 6 euros par mois et par agent en 2020, et ne peut dépasser le montant total de la cotisation (avec une préconisation des élus et des représentants du personnel du CDG88 à 15 €/agent/mois). Ce seuil de participation évoluera annuellement de 1 euro par an, pour atteindre 10 euros par mois et par agent en 2024,
- Une communication directe est effectuée par le Centre de Gestion auprès des collectivités et agents adhérents. Toutes les informations relatives au contrat seront rendues transparentes et directement consultables en accès libre sur le site internet du CDG88 ainsi que par messagerie électronique,

- Monsieur le Maire propose,

- *VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

VU le Code des Assurances ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26.

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 14 septembre 2018 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation mutualisée au risque « Santé » dans le domaine de la protection sociale complémentaire pour l'ensemble des collectivités vosgiennes ;

VU notre dernière délibération du 14 mars 2018 décidant de nous joindre à la mise en concurrence lancée par le Centre de Gestion des Vosges,

VU l'avis du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre de Gestion des Vosges en date du 4 juillet 2019 validant à l'unanimité de ses membres le choix du groupement d'opérateurs : Groupe VYV (Porteur du risque)VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du

4 juillet 2019 désignant le groupement d'opérateurs : MNT (Groupe VYV) en charge du lancement et de la gestion de la convention de participation « Santé » ainsi qu'un seuil minimal de participation financière par l'employeur de 6€ par mois et par agent,

VU l'exposé du Maire ,

Considérant l'intérêt social d'une couverture « Santé » généralisée dans les effectifs de la collectivité,

Considérant que la participation financière de l'employeur incite, facilite et renforce la couverture complémentaire « Santé »,

Considérant que le contenu de l'offre négociée par le Centre de Gestion des Vosges présentée lors de réunions correspond aux attentes de la collectivité,

Considérant que cette proposition permet l'instauration simple et juridiquement fiable d'une participation financière de la collectivité couplée à un contenu contractuel de qualité au meilleur tarif, Le conseil Municipal , décide :

- D'adhérer à compter du 1er janvier 2020 à la convention de participation pour le risque « Santé » organisée par le centre de Gestion des Vosges pour une durée de 6 ans (01/01/2020 – 31/12/2025).
- de fixer à 20 € par mois la participation financière de la collectivité au risque « Santé » susmentionné, (quelle que soit la quotité ou la modalité d'exercice du travail fourni par chaque agent). Cette participation pourra être versée directement à chaque agent et viendra en déduction de la cotisation versée à l'opérateur.
- D'autoriser le Maire/Président à signer l'adhésion à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion des Vosges avec les opérateurs sélectionnés et tout document s'y rapportant.
- D'autoriser le Maire/Président à signer l'adhésion à la convention d'adhésion et de gestion conclue par le Centre de Gestion des Vosges moyennant une participation financière fixée par la grille tarifaire suivante :
 - Collectivités de 51 à 300 agents : 200€/AN
 - Collectivités de 10 à 50 agents : 150€/AN
 - Collectivités de moins de 3 à 9 agents : 50€/AN
 - Collectivités de 1 ou 2 agents : GRATUITE

Cette contribution permettant d'expérimenter la gestion des sinistres par les services du Centre de Gestion des Vosges en lieu et place des services de gestion du personnel des collectivités.

D'autoriser le Maire à habilitier le Centre de Gestion à le mandater pour qu'il relance une consultation départementale en cas de résiliation anticipée (à l'initiative du CDG88 ou de l'assureur MNT).

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Contrat épargne temps - réforme du dispositif
modalités d'application
réf : 2019-049

Monsieur le Maire explique au conseil municipal qu'il retire cette délibération de l'ordre du jour,

Le conseil municipal, au vu de l'annonce de Monsieur le Maire,
décide de reporter l'étude de cette délibération.

Forêts - Etat d'assiette 2020
réf : 2019-050

Suite à la présentation de l'état d'assiette 2020 par l'office national des forêts,

et suite à la commission des forêts réunie le 7 octobre 2019,

le conseil municipal :

Accepte la proposition d'état d'assiette 2020 faite par l'office national des forêts qui découle de l'application de l'aménagement forestier.

Fixe comme suis la destination des grumes des parcelles

9-79-81-18-60a-74a-59b-27u-6a-57a-11r-19r-47r-54-57r-5r-chablis :

vente des grumes façonnées bord de route,

Fixe comme suis la destination des houppiers et petits bois des parcelles

9-79-18-27-6-57a-11r-19r-47r-54-57r-5r :

vente des houppiers et petits bois façonnés bord de route,

Fixe comme suis la destination des houppiers et petits bois des parcelles 74a et 81 :

délivrance des bois en affouage,

Fixe comme suis la destination des houppiers et petits bois des parcelles chablis :

vente en bloc et sur pied.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Subvention club de Pétanque/frais Championnat de France

réf : 2019-051

Monsieur le Maire donne lecture :

- d'une demande du club de Pétanque sollicitant une subvention pour un jeune joueur lamarchois qualifié pour le championnat de France de Pétanque à Nevers, cette compétition a eu lieu les 24 et 25 août 2019, la subvention permettra la prise en charge des frais (hôtel, autoroute, carburant).

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du courrier du 31/08/2019 faisant état des dépenses engagées,

Le conseil municipal , après en avoir délibéré,

décide d'attribuer :

- une subvention de 100 € au club Pétanque de Lamarche,
les crédits seront prélevés sur le compte 6574 du budget de la commune.

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 1)

Positionnement Codecom concernant le projet d'évolution de l'organisation des Finances Publiques.

réf : 2019-052

Monsieur le Maire fait lecture des propositions faites par le Directeur Départemental des Finances Publiques des Vosges, Monsieur NAERT, lors de la réunion du 17 septembre 2019 à la Communauté de Communes de Darney.

En effet, dans un cadre rénové, et au terme d'une phase de concertation, menée à l'occasion de 2 réunions avec les élus tenues les 4 juillet et 17 septembre 2019 à Darney, les engagements de la DDFIP des Vosges, au profit des usagers particuliers et professionnels ainsi qu'au profit des élus locaux du périmètre de la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest, portent sur 3 composantes de l'organisation ainsi rénovée à savoir :

- 1) Les opérations de paiement des dépenses et de recouvrement des recettes des communes et des syndicats actuellement gérés par la Trésorerie de Darney, seront assurées à compter du 1er janvier 2022 par le Service de Gestion comptable (SGC) de Vittel.
- 2) Un poste à plein temps de Conseiller aux collectivités locales, sera implanté au profit des élus du territoire de la Communauté de Communes dès 2020.
- 3) Pour faire suite aux demandes des élus, l'accueil de proximité des usagers pourra être assuré à Darney, Monthureux Sur Saône et Lamarche et adossé aux Maisons de Service au Public implantées sur le Territoire de la Communauté de Communes.

a. A compter de 2022, cet accueil de premier niveau sera complété par des présences assurées par un agent de la DGFIP.

b. Il est proposé que ces présences soient assurées à Darney dans les locaux de la MSAP à raison d'une journée par semaine. Si les élus le souhaitent, elles pourraient être assurées alternativement à Darney, à Lamarche et à Monthureux Sur Saône.

A la suite de ce projet d'évolution de l'organisation des Finances publiques, le Conseil Municipal souhaite exprimer son mécontentement face au décalage croissant entre les engagements pris par l'Etat et le Gouvernement et les réalités auxquelles notre Territoire rural est confronté. Ainsi, le combat contre les injustices territoriales passe par une égalité d'accès de chacun de nos habitants à des services publics de qualité grâce à la conservation du maillage actuel qui ne peut être porté, ni uniquement assumé, par les seules collectivités territoriales, notamment en conservant les personnels qui leur sont dédiés.

Monsieur le Maire propose de passer au vote afin de s'opposer à toutes mesures qui auraient pour conséquences : « l'affaiblissement des services publics en particulier en zone rurale ».
Le Conseil Municipal,

- **S'OPPOSE** à toutes mesures qui auraient pour conséquences l'affaiblissement des services publics et demande au Gouvernement de renoncer à cette réforme des services fiscaux départementaux.

A la majorité (pour : 12 contre : 1 abstentions : 0)

Séance levée à: 21 h 15

En mairie, le 10/10/2019
Le Maire, Daniel VAGNE

